

ÉLECTIONS CONSULAIRES 2026

Australie · Fidji · Papouasie-Nouvelle-Guinée

Nos Engagements



www.ensemble-australie.org

Chères concitoyennes, chers concitoyens,

Depuis 2021, nous avons eu l'honneur d'être vos représentants au sein du Conseil consulaire. Cinq années de rencontres, de débats et d'échanges qui sont autant de témoignages de la richesse que vous représentez par vos activités professionnelles, la diversité de vos initiatives, de vos associations, de vos démarches de solidarité et d'entraides. A votre écoute, en travaillant avec vous sur de nombreuses questions, nous nous sommes forgés une réelle expérience à vos côtés.

Unis par des valeurs progressistes, inscrivant notre action dans une démarche solidaire et écologiste, nous connaissons vos préoccupations, qui sont au cœur de notre démarche.

Nous avons rassemblé dans ce document, à travers **10 thèmes**, l'ensemble de nos engagements sur les sujets qui nous tiennent à cœur : ils sont le fruit d'actions sur vos problématiques spécifiques, issus de combats de longue date ou plus récents, à vos côtés et à votre service.

Sur tous les dossiers, nous nous engageons à refuser les postures et à travailler à notre place d'élus locaux, mais en réseau avec les milieux associatifs et politiques, avec des parlementaires mobilisés et combatifs, pour obtenir des avancées concrètes: l'arrêt des réductions de moyens destinés à une communauté pourtant en croissance, et des progrès réels au service de toutes et tous.

ENSEIGNEMENT

Face à la politique de désengagement continu de l'Etat depuis 2017, nous avons été nombreux à défendre et renforcer la singularité de notre modèle d'enseignement français à l'étranger : la mixité sociale, la diffusion de nos valeurs républicaines, l'accessibilité du réseau dans toute sa diversité et la capacité de notre pays à faire vivre la francophonie bien au-delà de ses frontières. Les évolutions récentes du financement de l'Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger (AEFE) fragilisent aujourd'hui l'équilibre financier de ces établissements et font peser un risque sur leur pérennité. Nous nous engageons au contraire pour la défense d'un réseau éducatif solide, accessible et de qualité, quelle que soit la forme du dispositif qui le compose sur le terrain.

- S'engager, en continuant d'agir avec toutes les parties prenantes, pour protéger l'AEFE, après 3 années consécutives de fortes baisses de subventions.
- Se battre, en réseau et avec de nombreux parents d'élèves, contre la privatisation rampante du réseau de l'Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger.
- Défendre et promouvoir le plus large accès possible à l'enseignement français et à la langue française en se mobilisant pour un appui en direct au développement de toutes les offres alternatives pour les enfants qui n'ont pas accès à l'enseignement français : CNED, groupes FLAM (Français Langue Maternelle), classes bilingues.
- Se battre pour un élargissement de l'accès aux bourses scolaires et la révision de leurs barèmes afin de réduire les charges des familles, en tenant compte des taux de change et du coût de la vie locale. Les informer tout au long de l'année et les inciter à déposer un dossier.
- Défendre en personne lors des conseils des bourses tous les dossiers éligibles lors des Conseils consulaires pour l'Enseignement et les bourses scolaires, y compris pour des montants de bourses peu élevés.
- Demander l'introduction d'aides spécifiques pour les familles modestes, pour un accès équitable, notamment pour les cours à distance et leur suivi (CNED).
- Encourager à la création, puis soutenir et pérenniser des associations FLAM dans notre circonscription. Favoriser des événements afin d'aider financièrement les associations mettant en œuvre le programme FLAM, et demander la consolidation des capacités de la « Fédération FLAM Monde » dont le rôle essentiel de coordination et d'animation doit être renforcé par des solutions de financements pérennes.
- Défendre la mise en place d'un système de tiers payant pour les accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) visant à répondre à l'inefficacité du système actuel qui oblige les parents à avancer sur fonds propres les rémunérations des AESH.
- Appuyer les revendications pour l'amélioration du statut, la pérennité de l'activité et de la rémunération des AESH, l'alignement des critères d'aides à l'étranger avec la France et la création d'un pôle dédié aux Français de l'étranger au sein d'une MDPH avec des personnels spécifiquement formés.

SOLIDARITÉ, ACTIONS ET PROTECTION SOCIALE

Aujourd'hui, les Français de l'Etranger sont souvent dépendants de dispositifs fragiles et fluctuants, soumis aux aléas budgétaires et administratifs. Il faut rester mobilisé pour obtenir la mise en œuvre des recommandations des Assises de la Protection Sociale des Français de l'Etranger et l'arrêt des réductions budgétaires en matière de solidarité, d'action et de protection sociale.

- Rester à l'écoute des personnes retraitées qui se retrouvent souvent en difficulté notamment pour la production de leur certificat de vie et le calcul de leur retraite entre la France et leur pays de résidence.
- Participer aux actions pour une meilleure prise en compte des parcours professionnels à l'étranger dans le calcul des retraites : le mode de calcul du Revenu Annuel Moyen (RAM) pénalise les carrières françaises de moins de 25 ans. Pour les carrières internationales la « perte de droits » pour les années cotisées en France peut dépasser 50 % pour la retraite de base et 20 % pour la retraite complémentaire. Il faut obtenir la comptabilisation des années travaillées à l'international et calculer les pensions en fonction des trimestres cotisés en France.
- Défendre les dossiers des personnes les plus fragiles et isolées lors des conseils consulaires pour la Protection et l'Action Sociale des Français de l'étranger, en veillant à une répartition juste et nécessaire du budget des aides sociales.
- Se battre pour obtenir la mise en place d'une politique de dépendance visant à accompagner la perte d'autonomie, et des aides sociales adaptées aux besoins des anciens vivant à l'étranger.
- Promouvoir et préserver les projets associatifs d'entraide par l'augmentation des subventions aux organismes locaux d'entraide et de solidarité (OLES), maillon indispensable de notre action sociale à l'étranger, afin que ces associations aient les moyens de venir en aide à nos compatriotes sortis du système de Prestation d'Assistance Consulaire.
- Mieux identifier nos compatriotes en situation de précarité dans la circonscription, en collaboration notamment avec les associations d'entraide et de solidarités et celles représentant les français hors de France.
- Se battre pour mettre fin à une discrimination : l'exigence d'un taux d'incapacité de 80% pour les Français de l'étranger souhaitant accéder à l'Allocation Adultes Handicapés (AAH), alors que ce taux est de 50% pour les résidents sur le territoire national, sous conditions de restriction liée à l'activité. Cette différence de traitement injustifiable pénalise nos compatriotes les plus vulnérables.
- Participer, à notre place d'élus locaux, au dispositif de lutte contre les violences conjugales ou intrafamiliales à l'étranger et poursuivre la mobilisation pour obtenir de réels moyens financiers de lutter contre les violences conjugales, intrafamiliales, sexistes, sexuelles hors de France.
- Réengager la réflexion sur la protection sociale des Français de l'étranger et sur la perspective d'un accord de sécurité sociale entre la France et l'Australie.
- Soutenir les mobilisations visant à rétablir l'accès à la Carte Vitale pour tous les retraités français résidant hors de France.

- Demander un renforcement de l'accompagnement au retour en France et défendre la levée du délai de carence de 3 mois avant d'être à nouveau couvert par la Sécurité sociale.

SERVICES PUBLICS CONSULAIRES

Les crises que nous traversons nous rappellent ce qui est essentiel pour nous, français de l'étranger, au-delà des solidarités familiales, amicales et associatives : des services publics consulaires forts. Face aux restrictions budgétaires qui menacent chaque année, dans des proportions importantes, la qualité de nos services publics à l'étranger, il est de notre responsabilité d'agir pour préserver et renforcer ce lien essentiel entre la France et les Françaises et Français, où qu'ils se trouvent.

- Défendre les services publics français à l'étranger, se mobiliser pour un arrêt de l'hémorragie des moyens budgétaires et le soutien à leurs agents, notamment par la création de postes supplémentaires.
- Se mobiliser pour obtenir une augmentation de la fréquence des tournées consulaires dans la circonscription et une extension des démarches réalisables par les agents.
- Poursuivre et approfondir le dialogue avec les autorités consulaires afin de trouver les solutions aux problèmes auxquels nos compatriotes sont confrontés.
- Soutenir le développement des démarches consulaires en ligne, tout en garantissant un maintien des effectifs pour un accès physique et postal aux services consulaires, pour gagner en qualité de service et d'accueil.

DISPOSITIF DE SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS À L'ÉTRANGER

Le STAFE, dispositif de soutien au tissu associatif des Français à l'étranger, permet d'accorder des subventions aux projets associatifs dont l'objet doit contribuer, entre autres, au rayonnement de la France et au soutien des Français à l'étranger et des publics francophones. Nous nous mobilisons pour obtenir une refonte de ce dispositif :

- Soutenir la mobilisation politique pour obtenir que les montants d'investissements sur le dispositif STAFE reviennent à hauteur du niveau des réserves parlementaires supprimées en 2017 soit 3,34 millions d'euros (contre 1,5 millions d'euros engagés en 2026 pour 238 projets à travers le monde).
- Défendre l'option d'un financement à hauteur de 100% par l'Etat des projets associatifs de nature éducative, caritative, culturelle ou d'insertion socio-économique pour les petites

associations ; simplifier le processus pour les demandes de montants modestes de subventions afin de ne pas décourager les initiatives.

- Donner aux Conseillers des Français de l'étranger un pouvoir décisionnel de sélection des projets au niveau local.
- Simplifier les critères d'éligibilité au dispositif de soutien aux associations françaises avec des critères adaptés pour mieux les soutenir dans leurs actions de création de lien social et de diffusion de notre langue et de nos cultures.

ÉCOLOGIE, DÉVELOPPEMENT DURABLE, ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

- Sensibiliser à l'éco-citoyenneté et à la nécessité d'une transformation de nos modes de vie, notamment par la promotion des actions locales tournées vers : l'économie sociale et solidaire, la lutte contre l'effondrement de la biodiversité, l'accélération de la transformation écologique de l'économie et la préservation des biens communs.
- Soutenir et encourager dans notre circonscription la création, l'animation et le développement d'associations travaillant au sein de la communauté française sur des initiatives éco-responsables, de défense de l'environnement, de lutte contre le gaspillage et de sensibilisation aux enjeux du développement durable.
- Soutenir des projets éducatifs portant sur la sensibilisation des jeunes publics autour de la protection de l'environnement au sein des établissements scolaires français de notre circonscription.
- Soutenir l'élargissement du dispositif STAFE - qui contribue au rayonnement de la France et au soutien des Français de l'Etranger - aux projets aidant à la lutte contre le changement climatique et à la sauvegarde de la biodiversité.
- Encourager la promotion des entreprises ayant une démarche sociale, solidaire et écologique dans le cadre du Prix du Développement durable à l'étranger de l'Assemblée des Français de l'Etranger (AFE).
- Tenir une réunion consulaire annuelle dédiée aux problématiques environnementales et à la transition écologique.

ÉGALITÉ, INCLUSION ET RESPECT DE LA DIVERSITÉ

- Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes dans l'ensemble des initiatives soutenues au sein de la communauté française, en veillant à une représentation équilibrée et à l'accès équitable aux opportunités.

- Soutenir les associations et initiatives locales qui œuvrent en faveur de l'égalité, de la lutte contre les discriminations et du vivre-ensemble, dans le respect des valeurs républicaines.
 - Veiller à ce que les dispositifs d'accompagnement (éducation, emploi, solidarité) soient accessibles à chacun, sans distinction, et prennent en compte les réalités spécifiques de certaines situations.
 - Favoriser des actions de sensibilisation simples et concrètes autour du respect, de la prévention des discriminations et de l'égalité, notamment auprès des jeunes publics.
-

CULTURE

- Soutenir le réseau des Alliances françaises qui font partie du patrimoine de toutes les cultures francophones et participent à leur rayonnement.
 - Soutenir et encourager les associations ayant des projets culturels à déposer un dossier de subvention dans le cadre du dispositif de Soutien associatif des Français à l'étranger (STAFE).
 - Contribuer à soutenir la promotion de livres en français, ainsi que des entreprises culturelles et des artistes français à l'étranger, auprès des services culturels des ambassades.
 - Poursuivre les actions concertées pour obtenir l'extension du « Pass Culture » aux jeunes français de l'étranger.
-

FISCALITÉ, EMPLOI ET FORMATION

- Soutenir nos compatriotes dans leurs projets en favorisant le développement d'opportunités économiques, l'entrepreneuriat responsable, le mentorat et la vie associative.
- Être à leur écoute, en particulier s'ils nécessitent des informations de nature fiscale dans le cadre des conventions bilatérales entre la France et nos pays de résidence.
- Poursuivre et amplifier la mobilisation pour obtenir l'égalité devant l'impôt de tous les Français de l'Étranger : fin de l'imposition de la CSG-CRDS sur les revenus immobiliers de sources françaises pour les Français vivant hors de l'Espace Economique Européen.
- Encourager la participation des Conseillers des Français de l'étranger aux conseils économiques et d'influence, lieu de coordination de tous les acteurs de l'écosystème économique français en Australie, afin de pouvoir transmettre des informations utiles à nos compatriotes.
- Soutenir les associations locales portant des projets de nature socio-économique, contribuant au rayonnement de la France à déposer un dossier dans le cadre du dispositif de Soutien associatif des Français à l'étranger (STAFE).

SÉCURITÉ

- Maintenir notre présence active au sein du Comité de sécurité et des Conseils consulaires pour la sécurité de nos compatriotes, et notre disponibilité afin de les informer au plus vite des actualisations des dispositions locales et du Plan local de Sécurité.
- Proposer la mise en place d'exercices annuels de préparation pour anticiper les situations de crises associant les élu.es, notamment face aux fréquences et intensités accrues des phénomènes naturels exceptionnels.

INFORMATION, DÉMOCRATIE LOCALE

- Accompagner nos concitoyennes et concitoyens face à leurs difficultés et dans leurs démarches administratives complexes.
- Informer régulièrement sur tous les sujets les concernant : sécurité, retraite, droit social et familial, éducation en français, fiscalité, santé et assurance maladie, recherche d'emploi, créations d'activités professionnelles et associatives...
- Exercer notre mandat en valorisant la démocratie participative et de proximité : poursuivre notre démarche de campagne participative en invitant la communauté française à partager avec nous ses attentes et ses propositions pour venir enrichir notre action collective, nos mobilisations et l'exercice de notre mandat pendant toute sa durée.
- Participer activement aux réunions des Conseils Consulaires sous leurs différents formats (séances plénières, Enseignement et Bourses Scolaires, STAFE, OLES, CCPAS...) en faisant remonter les préoccupations de notre communauté, en lui donnant la parole et en débattant avec des personnalités qualifiées invitées sur certaines thématiques.
- Organiser des permanences fréquentes en ligne et en présentiel et communiquer des comptes-rendus d'activités réguliers.
- Coordonner des initiatives pour une meilleure connaissance par nos compatriotes de leurs élus locaux et de leur rôle.
- Contribuer au débat sur une nouvelle décentralisation du pouvoir en faveur des élus locaux des Français de l'Etranger pour un meilleur service à nos compatriotes vivant à l'étranger.

Ensemble, Citoyens et Solidaires !

Vote en ligne : 22 – 27 mai · Bureau de vote : dimanche 31 mai 2026

www.ensemble-australie.org